

Jean-Baptiste Zufferey
Isabelle Romy

La construction et son environnement en droit public

Éléments choisis pour les architectes,
les ingénieurs et les experts de l'immobilier

Deuxième édition entièrement revue et augmentée

Table des matières

	Avant-propos	V
	Sommaire	VII
	Bibliographie générale.....	XI
	Table des abréviations	XIII
Partie I	Le droit public (de la construction)	1
Chap. 1	La notion de droit public.....	3
	I. La définition.....	3
	II. La délimitation par rapport au droit privé	4
	1. Le droit privé	4
	2. Les critères et l'importance de la distinction entre le droit privé et le droit public	5
	III. La délimitation par rapport aux « normes privées »... ..	6
	1. Les normes privées	6
	2. La réception des normes privées dans l'ordre juridique.....	8
	<i>i. L'intégration par les parties</i>	8
	<i>ii. Le renvoi par le législateur</i>	8
	<i>iii. L'utilité en l'absence de règles</i>	9
	3. Les développements européens.....	10
	IV. Les deux grands domaines du droit public	10
	1. Le droit constitutionnel	10
	2. Le droit administratif.....	11
	3. Les architectes et ingénieurs face au droit public	12
	V. Les sources du droit public.....	12
	1. Les règles de droit.....	13
	<i>i. La notion</i>	13
	<i>ii. Le droit national (suisse)</i>	13
	<i>iii. Le droit international</i>	15
	<i>iv. Le droit non écrit</i>	15
	2. La jurisprudence et la doctrine	15

Chap. 2	Les droits fondamentaux	17
	I. Notion, fondements et restrictions	17
	II. Les divers droits.....	18
	1. La garantie de la propriété (art. 26 Cst.)	18
	2. La liberté économique (art. 27 Cst.)	20
	3. Les autres droits et libertés.....	21
Chap. 3	Les principes de l'activité administrative	23
	I. En général	23
	II. Trois principes importants pour la construction.....	24
	1. Le principe de la légalité	24
	2. Le principe de l'intérêt public.....	27
	3. Le principe de la proportionnalité.....	28
Chap. 4	La décision administrative (l'autorisation)	29
	I. La décision administrative	29
	1. La notion.....	29
	2. Les exigences formelles.....	31
	3. Les clauses accessoires.....	32
	II. Les délimitations	32
	1. Décision et contrat de droit administratif.....	32
	2. Décision et concession	33
	III. Une décision importante pour la construction : l'autorisation.....	34
	1. L'autorisation ordinaire.....	34
	2. L'autorisation exceptionnelle (dérogation).....	35
Chap. 5	La procédure administrative.....	37
	I. Le déroulement de la procédure	37
	II. Les sources de la procédure.....	38
	III. Les règles générales de procédure	39
	IV. Un droit particulier : celui d'être entendu.....	41
	V. Les recours	43
	1. Le principe	43
	2. Les divers recours.....	44
	i. <i>Les décisions fondées sur le droit cantonal</i> <i>(communal)</i>	44
	ii. <i>Les décisions fondées sur le droit fédéral</i>	45
	3. Qualité pour recourir, délais, effet suspensif, frais et dépens.....	46
	VI. L'exécution des décisions.....	48

Partie II	La profession d'architecte et d'ingénieur.....	51
Chap. 6	La réglementation matérielle des professions.....	53
	I. Le droit suisse	53
	1. Le panorama	53
	2. Les conséquences de la réglementation existante....	57
	II. La libre circulation des mandataires en Suisse.....	60
	III. La libre circulation des mandataires en Europe	62
	1. Les sources	62
	i. <i>Le régime européen</i>	62
	ii. <i>L'accord avec la Suisse et sa transposition</i>	63
	2. Le système général de reconnaissance des diplômes (en particulier d'ingénieur)	65
	3. La reconnaissance sectorielle des diplômes d'architecte	66
	i. <i>Les fondements</i>	66
	ii. <i>La reconnaissance des diplômes suisses</i>	67
	iii. <i>La reconnaissance des diplômes étrangers en Suisse</i>	67
	4. La reconnaissance des spécialisations d'urbaniste et de géomètre	68
Chap. 7	L'architecte et l'ingénieur experts dans les litiges de la construction et de l'immobilier.....	71
	I. La notion d'expert.....	72
	1. L'absence d'officialisation	72
	2. Honnêteté, loyauté et indépendance	73
	II. Les catégories d'expertise et leurs principales caractéristiques	75
	1. Le système de l'expertise	75
	2. L'impact de la qualification	76
	III. Trois questions typiques de l'expertise judiciaire ...	78
	1. La relation entre le juge et l'expert.....	78
	2. La distinction entre le fait et le droit.....	78
	3. La responsabilité de l'Etat	79
	IV. L'expert en estimation immobilière	82
	1. L'importance et les risques de l'estimation immobilière.....	82
	2. Le développement de la normalisation	83
	V. Le rôle de l'expert dans les méthodes alternatives de résolution des conflits	84
	1. Le contexte général	84
	2. Le développement des <i>Dispute Boards</i>	85

	3. L'expertise-arbitrage	85
	<i>i. La notion</i>	85
	<i>ii. L'expertise-arbitrage sur les faits</i>	88
	<i>iii. L'expertise-arbitrage sur les questions juridiques</i> ...	89
	<i>iv. L'expertise-arbitrage et la procédure par preuve à futur (art. 158 CPC)</i>	89
	VI. La responsabilité de l'expert.....	89
	1. Les situations « types »	90
	2. Les conditions générales de la responsabilité de l'expert	91
	3. La responsabilité délictuelle de l'expert	92
	4. La responsabilité contractuelle de l'expert	93
	5. La responsabilité de l'expert pour la confiance qu'il déçoit	95
	6. L'assurance responsabilité civile de l'expert	95
Partie III	Les marchés publics d'architecture et d'ingénierie	97
Chap. 8	Quelques généralités	99
	I. Les notions	99
	II. L'importance	100
	III. Un exemple en guise de fil conducteur.....	101
	1. Le cas.....	101
	2. Les questions juridiques.....	101
	IV. Le déroulement standard d'une procédure d'adjudication	102
Chap. 9	Les sources et leur application.....	105
	I. Le panorama général des sources	105
	II. Le droit international.....	106
	1. Les règles de l'Organisation mondiale du commerce	106
	2. Le droit de l'Union européenne	107
	III. Les marchés fédéraux	108
	1. La Loi fédérale sur les marchés publics (LMP)	108
	2. L'Ordonnance sur les marchés publics (OMP)	111
	<i>i. L'application de la Loi fédérale sur les marchés publics</i>	111
	<i>ii. Les « autres marchés »</i>	111
	<i>iii. Les concours (renvoi)</i>	111
	IV. Les marchés cantonaux et communaux	112

	1. L'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP)	112
	2. La Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI).....	113
Chap. 10	Le contenu des réglementations.....	115
	I. Les types de procédures.....	115
	II. Les critères d'évaluation.....	116
	III. L'adjudication.....	117
	IV. La protection juridique des soumissionnaires.....	118
	V. Les concours et les mandats d'étude parallèles.....	120
	1. Les concours.....	120
	i. <i>Les sources légales et conventionnelles</i>	120
	ii. <i>La notion de concours</i>	121
	iii. <i>Les genres de concours</i>	121
	iv. <i>Les acteurs du concours</i>	122
	v. <i>Le concours et le droit des marchés publics</i>	123
	vi. <i>Le déroulement du concours</i>	124
	vii. <i>Les droits des participants au terme du concours</i>	125
	viii. <i>Les droits d'auteur</i>	125
	2. Les mandats d'étude parallèles.....	126
	i. <i>La notion des mandats d'étude</i>	126
	ii. <i>La réglementation</i>	126
	iii. <i>Le genre de marchés d'étude</i>	127
	iv. <i>Les acteurs des mandats d'étude</i>	127
	v. <i>Le dialogue avec les participants</i>	128
	vi. <i>Les droits des participants</i>	128
	VI. Quelques autres questions.....	129
Partie IV	L'ouvrage et son emplacement: l'aménagement du territoire et l'expropriation	133
Chap. 11	Les fondements.....	135
	I. La notion.....	135
	II. Les sources.....	136
	1. La Constitution fédérale.....	136
	2. La réglementation fédérale.....	136
	3. La législation cantonale.....	137
	4. La réglementation communale.....	138
	III. L'aménagement du territoire et la garantie de la propriété.....	139
	IV. L'aménagement du territoire et la démocratie.....	139
	V. Les buts et les principes de l'aménagement du territoire	140

Chap. 12	Les plans et les zones.....	143
	I. Les différentes espèces de plans	143
	1. En général.....	143
	2. Les plans directeurs	143
	3. Les plans d'affectation.....	145
	II. La nature juridique des plans.....	145
	III. Les zones.....	146
Chap. 13	L'autorisation des constructions et des installations	149
	I. Le principe de l'autorisation et sa justification	149
	II. L'assujettissement des constructions à autorisation	150
	III. Les conditions de base de l'autorisation de construire.....	151
	IV. L'autorisation de construire ordinaire et exceptionnelle	153
	1. Le système général.....	153
	2. Les dérogations hors de la zone à bâtir.....	155
	i. La règle générale de l'art. 24 LAT.....	155
	ii. Les changements d'affectation hors de la zone à bâtir qui ne nécessitent pas de travaux de transformation (art. 24a LAT)	156
	iii. Les activités accessoires non agricoles hors de la zone à bâtir (art. 24b LAT)	156
	iv. Les constructions et installations existantes sises hors de la zone à bâtir et non conformes à l'affectation de la zone (art. 24c LAT).....	157
	v. Les habitations sans rapport avec l'agriculture ainsi que les constructions et installations dignes de protection (art. 24d LAT)	157
	vi. La détention d'animaux à titre de loisir (art. 24e LAT).....	158
	V. L'approbation des plans d'installations	158
	1. Les réglementations fédérales	158
	2. La procédure.....	159
Chap. 14	L'expropriation matérielle	163
	I. La notion.....	163
	1. La définition	163
	2. Les deux situations.....	163
	II. Expropriation et aménagement du territoire	164
	III. Expropriation et police des constructions	166

Chap. 15	L'expropriation formelle.....	169
	I. La notion.....	169
	II. Les sources	171
	III. La procédure d'expropriation	172
	IV. Quelques questions ponctuelles choisies.....	173
	1. L'objet de l'expropriation	173
	2. L'indemnisation	175
Partie V	La configuration de l'ouvrage: la police des constructions	177
Chap. 16	La police des constructions et ses fondements.....	179
	I. La notion.....	179
	II. Les sources législatives.....	180
Chap. 17	Les principales règles matérielles	183
	I. Solidité, sécurité et salubrité des constructions.....	183
	II. Esthétique et intégration des constructions	186
	III. Coefficients, volumétrie et distances	187
	IV. L'utilisation de l'énergie.....	188
	V. D'autres dispositions encore.....	190
Chap. 18	La procédure.....	191
	I. Le déroulement général	191
	II. L'autorisation de construire	193
	1. Le principe	193
	2. Les qualifications professionnelles pour présenter un projet	194
	3. L'enquête publique et les oppositions.....	194
	4. La modification ultérieure du projet	195
	5. La durée de validité de l'autorisation.....	195
	III. Le certificat de conformité et le permis d'occuper ...	196
	IV. Les sanctions	197
	V. Les recours	199
Partie VI	L'ouvrage et ses nuisances	201
Chap. 19	Les fondements	203
	I. L'environnement.....	204
	II. Le droit de l'environnement	204
	1. Panorama	204
	2. Le droit suisse	205

i.	<i>La Constitution fédérale</i>	205
ii.	<i>Les lois fédérales et leurs ordonnances d'application</i>	208
1)	<i>Les normes destinées à protéger l'environnement au sens strict</i>	208
2)	<i>Les autres normes qui assurent également une protection de «l'équilibre écologique»</i>	211
3)	<i>Les normes qui instituent une protection spéciale</i>	211
4)	<i>Les normes protectrices indirectes</i>	212
iii.	<i>Le droit cantonal</i>	213
iv.	<i>Les directives administratives et les normes techniques privées</i>	214
v.	<i>Les rapports entre le droit public et le droit privé, notamment en matière de lutte contre les nuisances</i>	215
3.	<i>Le droit international de l'environnement</i>	216
i.	<i>La notion et les sources</i>	216
ii.	<i>Les effets</i>	217
iii.	<i>La Convention européenne des droits de l'homme</i>	218
III.	<i>Les principes de protection</i>	220
1.	<i>Le principe de prévention</i>	221
i.	<i>La différence entre principe de prévention et principe de précaution</i>	221
ii.	<i>Les sources</i>	221
2.	<i>La limitation à la source</i>	222
3.	<i>Le développement durable</i>	222
4.	<i>Le principe du pollueur-payeur ou principe de causalité</i>	223
5.	<i>Le principe de l'application immédiate</i>	225
6.	<i>Le principe d'assainissement</i>	226
7.	<i>L'évaluation d'ensemble</i>	226
Chap. 20	<i>Le système de la Loi sur la protection de l'environnement</i>	227
I.	<i>Les concepts de rattachement en matière de construction</i>	227
1.	<i>L'installation</i>	228
i.	<i>La notion</i>	228
ii.	<i>L'installation nouvelle ou modifiée</i>	229
2.	<i>Les atteintes à l'environnement</i>	230
II.	<i>Les instruments d'intervention</i>	231
1.	<i>Panorama</i>	231
2.	<i>Les instruments économiques</i>	233

	<i>i. En général</i>	233
	<i>ii. Les taxes d'incitation</i>	234
	<i>iii. Le système d'échange de quotas d'émission (SEQUE)</i>	236
	<i>iv. Les réductions d'émissions réalisées à l'étranger</i>	238
	3. Les mesures d'urgence	238
	III. La responsabilité civile	239
	1. La responsabilité pour le risque créé	239
	2. La responsabilité pour les dommages causés par des organismes pathogènes ou génétiquement modifiés	241
Chap. 21	La protection contre les immissions : le régime général ..	245
	I. Le système de protection à deux niveaux	245
	II. Les mesures préventives à la source	246
	1. Le principe (art. 11 al. 2 LPE)	246
	2. Les instruments de limitation des émissions.....	246
	3. La détermination des limites d'émissions préventives	248
	III. La limitation plus sévère des émissions (art. 11 al. 3 LPE)	249
	1. Le principe	249
	2. Le respect du principe de proportionnalité.....	250
	3. La détermination des atteintes « nuisibles ou incommodantes »	251
	IV. L'intervention au lieu d'impact.....	253
Chap. 22	La protection contre la pollution de l'air	255
	I. Le contexte et la réglementation	255
	1. Quelques données de fait.....	255
	2. Les sources légales	256
	II. Le régime de protection contre les pollutions atmosphériques	258
	1. La limitation préventive des émissions (de polluants atmosphériques).....	258
	2. La limitation plus sévère des émissions.....	259
	III. Le plan de mesures relatif aux pollutions atmosphériques	260
	1. La notion	260
	2. La mise en œuvre du plan de mesures.....	261
	<i>i. La distinction entre installations existantes et installations nouvelles</i>	261
	<i>ii. Les mesures au sens de l'art. 12 LPE</i>	262
	<i>iii. Les mesures à transposer</i>	263

	3. Questions particulières	265
	<i>i. L'adoption d'un plan d'affectation spécial</i>	265
	<i>ii. Les routes nationales</i>	266
Chap. 23	La protection contre le bruit	267
	I. Le contexte et la réglementation	267
	1. Quelques données de fait.....	267
	2. Les sources légales	268
	3. Le champ d'application de la réglementation	269
	II. Le régime de protection contre le bruit	270
	1. La limitation préventive des émissions.....	270
	2. La limitation plus sévère des émissions.....	271
	3. Les degrés de sensibilité	272
	4. Les cadastres de bruit	273
	III. Les points importants en matière de construction et d'aménagement du territoire	274
	1. Les règles applicables aux installations fixes	274
	2. Les règles applicables aux zones à bâtir.....	276
	3. Les règles applicables aux bâtiments comprenant des locaux à usage sensible au bruit	276
	IV. La protection contre le bruit ferroviaire.....	277
	V. Les vibrations et les bruits solidiens	278
	1. La notion	278
	2. Le régime de protection.....	278
Chap. 24	La protection contre les accidents majeurs	281
	I. Le contexte et la réglementation	281
	1. Les données de fait et les développements législatifs	281
	2. Les sources légales	282
	II. Le champ d'application	282
	III. Le régime de protection	284
	1. Le système	284
	2. Les mesures de sécurité à deux niveaux	285
	<i>i. Les mesures de sécurité générales</i>	285
	<i>ii. Les mesures de sécurité supplémentaires</i> <i>(art. 8 OPAM)</i>	286
	3. Les mesures relatives à la situation spatiale.....	287
	4. Les mesures de protection au lieu d'impact	287
	IV. La coordination de l'aménagement du territoire et de la prévention des accidents majeurs	288

Partie VII	La construction dans un sol réglementé	289
Chap. 25	Les déchets	291
	I. Le contexte et la réglementation	291
	1. Les données de fait et les développements législatifs	291
	2. Les sources légales	293
	3. La notion de déchet	295
	II. Le régime juridique	297
	1. Les principes	297
	2. La planification	298
	3. L'obligation d'éliminer	300
	4. La valorisation	301
	5. Le compostage et la méthanisation	301
	6. L'incinération	302
	7. Le stockage (les décharges)	303
	i. <i>La notion</i>	303
	ii. <i>Les décharges</i>	303
	iii. <i>Les dépôts provisoires</i>	304
	8. Le choix des sites d'installation d'élimination des déchets	305
	i. <i>La géologie, l'hydrogéologie et l'hydrologie</i>	305
	ii. <i>La protection des eaux</i>	305
	iii. <i>L'exposition au bruit, la pollution de l'air et du sol</i>	306
	iv. <i>Le transport et l'urbanisation</i>	306
	v. <i>La protection de la nature et du paysage</i>	306
	vi. <i>Le conflit avec d'autres utilisations</i>	307
	vii. <i>Le volume de l'installation</i>	307
	viii. <i>La planification et l'étude d'impact sur l'environnement</i>	307
	III. Les frais d'élimination	308
	1. Le principe général : la responsabilité du détenteur des déchets (art. 32 LPE)	308
	2. L'exception de l'art. 32b ^{bis} LPE pour les matériaux d'excavation pollués	310
	i. <i>Contexte et nature de la responsabilité de l'art. 32b^{bis} LPE</i>	310
	ii. <i>Légitimation active</i>	310
	iii. <i>Légitimation passive</i>	310
	iv. <i>Champ d'application matériel</i>	311
	IV. Les mouvements internationaux de déchets spéciaux	312
	1. La Convention de Bâle	312
	2. La réglementation européenne	313
	3. Le droit suisse	314

Chap. 26	Les sites contaminés.....	317
I.	Le contexte et la réglementation.....	317
	1. Les données de fait et les développements législatifs.....	317
	2. Les sources légales.....	319
	3. Les notions de site pollué et de site contaminé.....	319
	4. Les délimitations avec les règles sur la protection des sols et celle sur les déchets.....	320
II.	Les procédures d'investigation, de surveillance et d'assainissement.....	321
	1. Le déroulement de la procédure d'assainissement et ses acteurs.....	321
	2. Le recensement des sites au cadastre.....	322
	3. La désignation des sites contaminés: les besoins de surveillance et d'assainissement.....	324
	<i>i. L'investigation préalable.....</i>	325
	<i>ii. L'évaluation de la menace aux biens protégés ..</i>	326
	4. Les buts et l'urgence de l'assainissement.....	327
	<i>i. L'investigation de détail.....</i>	327
	<i>ii. L'évaluation des buts et de l'urgence de l'assainissement.....</i>	328
	5. Les mesures d'assainissement.....	328
	<i>i. le projet d'assainissement.....</i>	328
	<i>ii. La décision d'assainissement.....</i>	329
	6. La responsabilité pour l'exécution des mesures d'investigation, de surveillance et d'assainissement ..	329
III.	La responsabilité pour les frais d'investigation, de surveillance et d'assainissement.....	330
	1. L'art. 32d LPE.....	330
	2. La répartition entre les divers perturbateurs.....	331
	<i>i. La responsabilité du perturbateur par comportement.....</i>	331
	<i>ii. La responsabilité du perturbateur par situation...</i>	332
	<i>iii. Répartition en équité et prise en charge des frais de défaillance par l'Etat.....</i>	332
	3. La procédure.....	333
	4. La prise en considération des rapports de droit privé entre les divers perturbateurs.....	334
	5. Les anciennes décharges de déchets urbains et les sites orphelins.....	334
IV.	La garantie des frais d'assainissement et l'autorisation d'aliéner ou de partager.....	335
	1. L'art. 32d ^{bis} LPE et sa <i>ratio legis</i>	335

	2. La garantie de la couverture des frais d'assainissement (art. 32d ^{bis} al. 1 et 2)	335
	<i>i. Le régime général de la garantie</i>	335
	<i>ii. Le montant de la garantie</i>	336
	<i>iii. La forme de la garantie</i>	337
	<i>iv. La nature juridique de la décision de garantie</i> ..	337
	3. L'autorisation de cession et de partage d'un immeuble sur lequel se trouve un site pollué	337
	<i>i. Les conditions de l'octroi de l'autorisation</i>	337
	<i>ii. Les actes soumis à autorisation</i>	338
	V. Projet de construction sur un site pollué.....	339
	1. L'art. 3 OSites	339
	2. L'élimination des matériaux d'excavation pollués	340
Chap. 27	La protection des sols.....	341
	I. Le contexte et la réglementation	341
	II. Le champ d'application	342
	1. Les sols protégés.....	342
	2. La distinction avec l'OSites	343
	III. Les mesures de protection	344
	1. Le système	344
	2. La limitation préventive des émissions.....	345
	<i>i. Les mesures de lutte contre les atteintes chimiques et biologiques</i>	345
	<i>ii. Les mesures de lutte contre les atteintes physiques</i>	346
	3. Les mesures de protection au lieu d'impact.....	346
	<i>i. Les restrictions d'utilisation</i>	347
	<i>ii. Les mesures de réhabilitation ou d'assainissement</i>	347
Partie VIII	L'équilibre écologique	349
Chap. 28	La protection des eaux	351
	I. Le contexte et la réglementation	351
	1. Quelques données de fait.....	351
	2. Les sources légales.....	353
	3. Les buts de la loi sur la protection des eaux et son champ d'application	354
	4. Les principes	355
	II. La protection qualitative des eaux	357
	1. Les déversements et l'évacuation des eaux	357
	2. Le traitement des eaux usées et l'obligation de raccordement	358

3. Les mesures d'organisation du territoire relatives notamment à la protection des eaux souterraines....	360
i. <i>Les mesures d'organisation du territoire en général</i>	360
ii. <i>Les secteurs particulièrement menacés</i>	361
1) <i>Les secteurs A_U de protection des eaux souterraines</i>	361
2) <i>Les aires d'alimentation Z_U</i>	362
iii. <i>Les zones et périmètres de protection des eaux souterraines</i>	362
1) <i>Les principes</i>	362
2) <i>Les zones de protection S1, S2 et S3</i>	363
iv. <i>Les périmètres de protection des eaux souterraines</i>	365
v. <i>Les cartes de la protection des eaux</i>	365
4. Les exigences concernant les liquides de nature à polluer les eaux	366
III. La protection quantitative des eaux.....	367
1. La réglementation des débits	367
2. Le prélèvement d'eau.....	367
IV. La protection contre d'autres atteintes aux eaux....	369
V. La revitalisation des eaux	370
1. Le contexte et l'origine du but de la revitalisation des eaux.....	370
2. La revitalisation des eaux.....	370
i. <i>L'espace réservé aux eaux</i>	370
1) <i>L'art. 36a LEaux</i>	370
2) <i>Le régime transitoire de la modification du 4 mai 2011</i>	372
ii. <i>La planification des mesures de revitalisation</i>	372
VI. Le traitement de la micropollution des eaux	373
1. Le contexte	373
2. Le système de financement des mesures de traitement des micropolluants	373
i. <i>Le prélèvement d'une taxe fédérale auprès des détenteurs de STEP</i>	373
ii. <i>Le versement d'indemnités pour les mesures de traitement des micropolluants</i>	374
VII. Trois autres éléments de la réglementation.....	374
1. Le coût des mesures de sécurité	374
2. Les dispositions pénales	374
3. La responsabilité civile	375

Chap. 29	Les forêts, la nature et le paysage.....	377
	I. La protection des forêts	377
	1. Le concept de forêt.....	377
	2. Le défrichement	378
	3. La coordination entre la protection des forêts et l'aménagement du territoire	380
	II. La protection de la nature et du paysage.....	381
	1. Les fondements	381
	2. Le concept de nature et paysage	382
	3. L'accomplissement d'une tâche fédérale	382
	4. La protection de la faune et de la flore	384
Partie IX	La mise en œuvre du droit de l'environnement	387
Chap. 30	La décision de mise en conformité ou d'assainissement.....	389
	I. La notion.....	389
	II. L'obligation d'assainir	390
	III. L'assainissement simultané	392
Chap. 31	L'étude d'impact sur l'environnement.....	395
	I. La notion.....	395
	II. Les projets soumis à étude d'impact.....	397
	III. Le contenu de l'étude d'impact	401
	IV. La procédure	403
Chap. 32	La coordination.....	407
	I. La notion.....	407
	II. Les cas d'application de l'obligation de coordination	409
	1. Les grands projets d'équipement fédéraux.....	409
	2. Les projets soumis à étude d'impact	409
	3. Les grands projets à incidence spatiale	409
	4. Les autres projets.....	410
	III. Le cas particulier des procédures par étapes	411
Chap. 33	Deux autres instruments.....	413
	I. L'aménagement du territoire et l'autorisation de construire.....	413
	II. L'expropriation	414

Chap. 34	La qualité pour recourir.....	417
	I. L'intérêt digne de protection	417
	II. Les qualités légales	419
	1. La qualité pour recourir des collectivités publiques ...	419
	2. La qualité pour recourir des organisations de protection de l'environnement, de la nature et du paysage	420
	<i>i. Les titulaires du droit de recourir</i>	420
	<i>ii. La mise en œuvre du droit de recours</i>	421
	1) <i>Les décisions attaquables</i>	421
	2) <i>Les griefs invocables</i>	422
	3) <i>La perte de la qualité pour recourir</i>	423
	4) <i>Autres questions de procédure</i>	424
	3. La qualité légale d'autres organisations	425
	Index analytique	427